

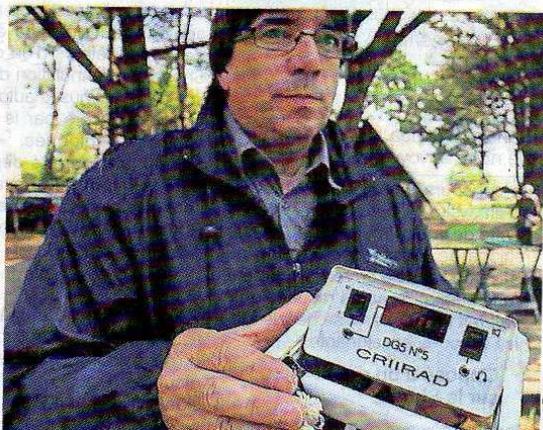
La Une :

ouest france

Le détecteur mesurera la radioactivité en presque 70%

Le collectif Cap Radioactivité alerte contre les stériles des mines d'uranium qui ont servi de remblai... Deux mairies et deux parlementaires vont permettre l'achat d'un détecteur pour mesurer tous les « points chauds » et les faire traiter par Areva.

Page 6



Ouest-France

Formés pour mesurer la radioactivité du sol

Les déchets solides de mines d'uranium ont souvent servi de remblai. Pour repérer les sites radioactifs et obliger Areva à les traiter, un collectif achète un détecteur avec l'aide de mairies.

L'initiative

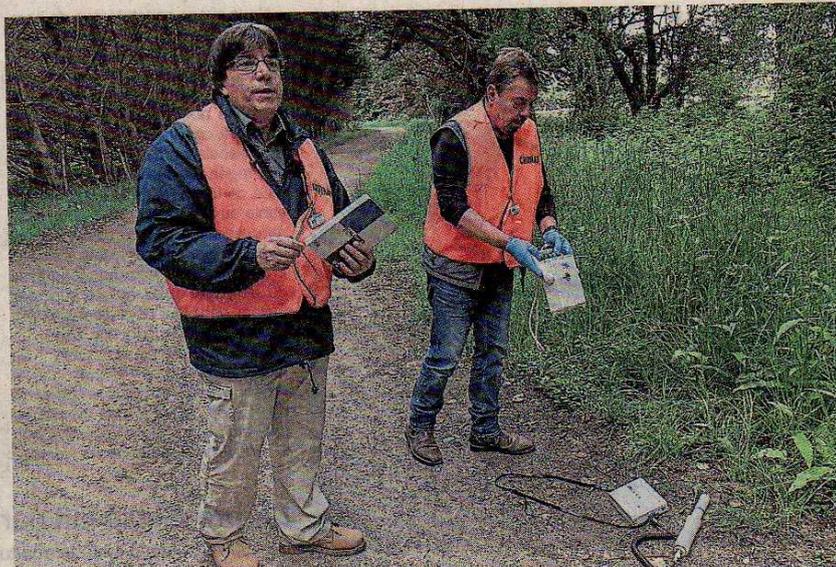
Le jeune collectif Cap radioactivité, né en 2014 sur la Presqu'île guérandaise, en Loire-Atlantique, réclame « la transparence sur les stériles radioactifs ». Ces cailloux issus des ex-mines d'uranium ont servi pendant des décennies à remblayer des chemins, des parkings... Il y avait plusieurs mines uranifères à Piriac-sur-Mer, La Turballe et Guérande mais aussi - et surtout - à Gâtigné, au sud de la Loire-Atlantique (et plus de 200 en France).

Cap radioactivité s'est donc formé à l'utilisation, sur le terrain, d'un appareil détecteur gamma de radioactivité, une scintillomètre appelé DG 5. C'était ce week-end, au sein du Collectif national mines uranium (CMU), réuni en Presqu'île, avec deux membres de la Criirad.

Des points chauds repérés

Cet organisme indépendant (Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité) est né au lendemain de Tchernobyl pour mesurer la contamination du sol français. Son directeur, l'ingénieur Bruno Chareyron était sur place, accompagné d'un technicien, Christian Courbon.

Avec ce matériel, le but avoué de la Criirad est de gagner « localement » la bataille des chiffres. La société du nucléaire Areva, montrée du doigt depuis l'émission choc *Pièces à conviction* « Uranium, le scandale de la France contaminée », diffusée en 2009 par Élise Lucet, a bien réalisé une carte de l'Hexagone où sont recensées les mesures de radioactivité sur les sites de résidus et stériles d'uranium (1). Mais la Criirad conteste les méthodes de mesure



Relevé de radioactivité par Bruno Chareyron (à gauche), directeur de la Criirad et Christian Courbon, hier à Guérande

« à 1 m du sol » et « pour une certaine durée d'exposition. » Elle déplore le « manque d'information » car « il ne faut surtout pas gratter le sol » et dénonce « les risques d'inhalation ou d'ingestion » de stériles.

Vendredi et hier, des mesures de la Criirad ont repéré « un point chaud » sur un chemin communal de Guérande avec une radioactivité « 3 000 fois supérieure à la normale », affirme Bruno Chareyron, « minimisée » sur la carte d'Areva. Mais aussi sur un parking de Piriac, « 300 fois supérieure à la normale », ainsi que des radiations « trop importantes »

devant une maison piriacaise. Cap Radioactivité a convaincu les mairies de Piriac et Guérande, mais aussi deux parlementaires, de subventionner l'achat d'un DG5 qui coûte près de 5 000 €.

Maintenant formés, les membres du collectif vont mesurer tous azimuts la presqu'île : « Nous demandons aux services de l'État d'avoir un comité de suivi pour faire bouger Areva. » Le chemin contaminé sur plusieurs centaines de mètres « devrait être traité, c'est-à-dire enlever les stériles et les entreposer dans des lieux de stockage adap-

tés », comme d'anciennes mines.

Un élu guérandais, Laurent Boulo, s'est rendu sur le chemin contaminé et, bluffé, a constaté les mesures du DG5. La mairie de Guérande va saisir dès ce matin la préfecture, pour réclamer une intervention sur le chemin et traiter tous les points chauds qui seront, grâce au DG5, constatés sur la presqu'île.

Michel ORIOT.

(1) Visible sur le site de la Dreal (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) des Pays de la Loire.

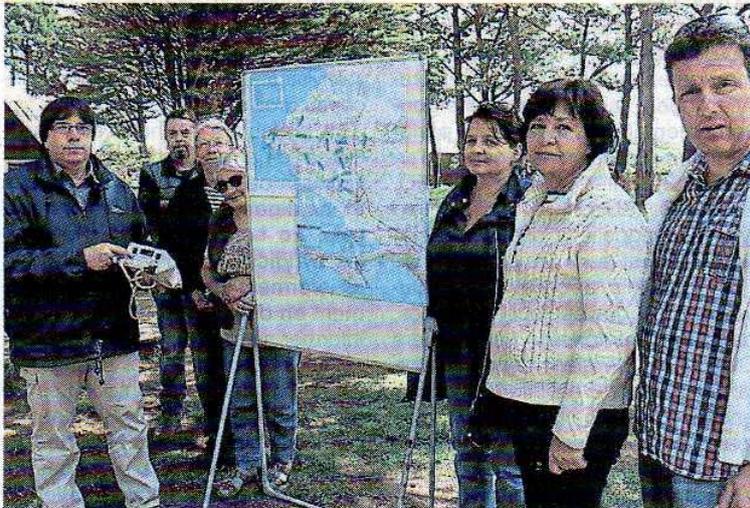
En page locale :

Rédaction : 4, boulevard Hennecart
Tél. 02 40 60 41 11, Fax : 02 40 60 20 51
Courriel : redaction.labaule@ouest-france.fr
Relations abonnés : Tél. 02 99 32 66 66

Ouest-France
Mardi 17 mai 2016

Les stériles d'uranium repérés au détecteur

Le collectif Cap radioactivité a accueilli à Pénestin durant 4 jours le collectif Mines uranium. Il a aussi mesuré des sites contaminés.



Devant la carte des relevés « chauds » faite ce week-end, Bruno Chareyron, de la Criirad, avec un DG 5, Valérie Duvert, élue de Guérande, Mireille Bourdon, du collectif Cap Radioactivité, et Laurent Bolo, élu de Guérande.

Les mesures du détecteur Gamma DG5 établies vendredi et hier en presqu'île par deux spécialistes sont assez éclairantes. L'ingénieur en physique nucléaire Bruno Chareyron estime que le DG5 enregistre une radioactivité « normale de 100 à 200 coups par seconde » (c'est la mesure du DG 5).

Or, le chemin du bout des bois, dans la campagne de Guérande, a montré au ras du sol un pic de « 200 000 coups par seconde », tandis que le parking de Piriac qui se trouve « près de l'ex-carreau de mine » enregistrait une radioactivité de « 75 000 coups par seconde ». Le relevé devant un pavillon piriacais donnait une activité de « 19 000 coups par seconde ».

« Il faut informer et surtout demander que les gens ne creusent pas le sol dans ces points chauds », résume M. Chareyron car la radioactivité serait alors « encore plus élevée ».

Les subventions obtenues pour acheter un appareil DG5 par le col-

lectif local sont généreuses. La dernière vient d'être votée la semaine dernière par la maire de Guérande : 1 000 €, alors que Piriac avait déjà voté une subvention de 700 €. Les parlementaires Christophe Priou (Les Républicains) et l'écologiste François de Rugy ont décidé d'y consacrer chacun 2 000 € sortis de la réserve parlementaire.

Cap radioactivité avait dénoncé l'an passé des résultats préoccupants sur le chemin d'un camping de Piriac en pleine saison, créant un mouvement de départs précipités. Cette fois, le collectif ne donne pas de lieu précis et compte davantage alerter et non pas gêner les riverains les plus proches de ce chemin.

Laurent Bolo et Valérie Duvert, les deux conseillers guérandais présents hier avec le collectif local, ont souligné que le sujet serait exposé lors du bureau municipal de ce soir.

Michel ORIOT.

Lire aussi page 6